

Les Alternatifs

D E L O I R E - A T L A N T I Q U E



Sommaire

Forum social mondial

Un autre monde est possible
Témoignages

Page 2 et 3

Résistance au néo-libéralisme,
Pour la paix et la justice sociale

*L'appel des
mouvements sociaux*

Page 4 et 5

Les mouvements sociaux
à l'échelle internationale

*L'analyse de
Sophie Bérout*

Page 6 et 7

Communiqués des Alternatifs

Page 8

Ce numéro comprend deux
suppléments qui ne peuvent
être vendus séparément :

Le programme de la journée
du 16 mars sur le budget
participatif & l'expérience
de Porto Alegre

La lettre des élu/e/s
alternatifs de Nantes
Février 2002

Editorial

A quelques semaines du premier tour de l'élection présidentielle, et à l'heure où Chirac plaide pour « l'impunité zéro » (il est vrai qu'en matière d'impunité zéro il s'y connaît !), nous avons choisi de consacrer intégralement ce numéro de février au récent Forum social mondial de Porto Alegre.

Car, comme l'a fort justement écrit l'académicien Bertrand Poirot-Delpech dans le quotidien *Le Monde* du 12 février dernier : « *ce qui a été crié, chanté, dansé [au Forum de Porto Alegre], c'est le refus que le système régnant se donne pour « incontournable », comme d'autres dogmes naguère, sans alternative sociale ou seulement démocratique. Le refus que les décideurs mondiaux des affaires tirent de la fin du communisme la conviction indiscutable que leur règne représente le seul avenir, la modernité exclusive, quasi naturelle* ».

« *Un consensus s'est dessiné, poursuit B. Poirot-Delpech, autour de mots d'ordre simples : relever une bonne fois les pays pauvres des dettes en partie fomentées par les riches; affranchir du seul profit, préserver des magouilles et des diktats de l'OMC, l'inaliénable de l'humanité que sont l'air, l'eau, le climat, la vie organique et spirituelle, la diversité des langues et des cultures. Non par passivisme, ce réveil des peuples; mais par souci de l'avenir, qui ne sera vivable et civilisé que rendu aux gens, à leurs singularités* »

« *A Paris, on a bien ri de ce catalogue, comme chaque fois que s'esquissent des utopies. Les anciens croyants sont souvent les premiers à manier le sarcasme : ridiculiser sa propre jeunesse peut rendre féroce* ». Mais, « *ce qui importe c'est que, pour la première fois depuis la chute du Mur, une alternative mondiale à gauche se cherche, sans dogmes sclérosants, ni appareils récupérateurs, ni germes autoritaires. Au lieu de se rallier par pragmatisme au tout-fric, ou au souverainisme fourre-tout, on verrait bien certains lyriques d'avant hier, qui étaient prêts à mourir pour leur utopie, se mettre à croire encore un coup, avant les ronchonnements de la retraite. Telle qu'elle éclatait, partagée, ouverte, inventive, festive, fraternelle, l'allégresse de Porto Alegre avait des allures d'événement.* »

Pas un mot à retirer à ce témoignage analyse de l'académicien. Simplement un ajout, essentiel : ce rendez-vous de Porto Alegre nous le devons aux convictions et au travail mis en œuvre par les militant/e/s du Parti des Travailleurs depuis plus de douze ans à la tête de la Ville. Nous le devons à la mise en place du « budget participatif ».

Parce que nous avons la conviction, l'utopie, qu'un autre monde est possible quand les habitants gèrent vraiment leur ville, nous avons décidé, en lien avec Formation & Citoyenneté, d'organiser une journée de formation et de réflexion sur le budget participatif et l'expérience de Porto Alegre. Elle se tiendra à Nantes le 16 mars prochain, à la Maison des syndicats. Nous vous y invitons.

F.P.

Second Forum Social Mondial

Tout au long du second Forum Social Mondial, les représentant/e/s des Alternatifs - dont notre ami nantais Rémy Querbouët - nous ont régulièrement fait part de leurs réactions. En publiant quelques uns de ces courriers, c'est au cœur de ce second FSM que nous vous proposons de (re)plonger.

Bons baisers de Porto Alegre

Les voyageurs d'hier envoyaient des cartes postales. C'est par Internet que depuis Porto Alegre nous avons donné des premières nouvelles. Impatient, un de nos correspondants réclame des précisions. Nous comprenons son attente et celle de bien d'autres. Mais nous vivons l'événement, nous y courons plutôt.

Et comment décrire un tel bouillonnement, comment raconter la naissance et le partage d'une culture ? Nous allons mettre de l'ordre dans tout cela et donc le réduire. Nous allons demain et après répondre à des questions qui nous paraissent essentielles et donc certainement en ignorer d'autres qui ne le sont pas moins.

Imaginez une fête de l'Humanité qui durerait 6 jours, où la convivialité se construirait sur l'échange d'idées plutôt que sur la consommation de merguez ou d'huîtres.

On parle de forum social mondial, mais en fait ce n'est qu'un moment. Il y a un forum des autorités locales surtout consacré aux expériences de la démocratie participative, un forum des parlementaires où se frottent les diverses gauches, un campement intercontinental de la jeunesse.

Il y a quelques vieux mais beaucoup de jeunes. Il y a 140 nationalités. Il y a 60 à 70 000 personnes qui vont, qui viennent, qui écoutent, qui parlent. C'est souvent assourdissant, c'est parfois surprenant.

Il y a 37 conférences, plus de 170 séminaires, plus de 800 ateliers. Il suffit d'ouvrir boutique pour trouver 100, 500,

1000 personnes intéressées. Nous allons de l'université pontificale tenue par les maristes à l'université d'Etat en passant par le Plaza Sao Rafael, le grand hôtel de la ville, et par le gymnase de la police militaire. Les télévisions françaises ont l'œil braqué sur les politiciens qui parquent et, nous, nous défilons avec toutes et tous. Les bannières et les drapeaux se multiplient et se mélangent. Le Parti des Travailleurs est partout. Les Trotskyistes ont mobilisé leurs groupes, groupitos et groupetinhos. Les Argentins tapent sur leurs casseroles. Les féministes sont de toutes les couleurs. Les syndicalistes et les écologistes sont présents. Les sans logis occupent un immeuble vide dans le centre ville. Et les télévisions françaises, inlassables, filment les politiciens français qui passent.

Nous assistons sans doute à la naissance d'un nouveau monde. Nous revenons avec tant de choses, tant de sentiments mêlés, de certitudes et d'interrogations. Nous revenons.

(4 février)

Forum des autorités locales pour l'inclusion sociale

Le second forum des autorités locales pour l'inclusion sociale s'est ouvert le 28 janvier 2002 à Porto Alegre. Des élus de plus de 150 villes d'Amérique Latine, d'Afrique et d'Europe se retrouvent pour débattre des moyens de développement de la citoyenneté et de la démocratie. Des conceptions et des pratiques différentes se font jour entre Bruxelles, Paris, Rome et Belem ou Porto Alegre. **Ce qui les sépare ce n'est pas l'Atlantique ce sont des conceptions différentes de la démocratie participative.**

Il y a ceux qui la conçoivent comme un processus de transfert de pouvoirs, supposant de nouveaux centres de décision, à une échelle humaine et spatiale définie par les intéressés. Ce processus d'apprentissage démocratique est particulièrement important dans des villes archipels en constant développement où des populations différentes et vulnérables s'agglomèrent autour

de quartiers relativement homogènes et stables.

A l'autre pôle il y a ceux qui mettent en place dans des quartiers qu'ils ont défini, des comités animés par un conseiller municipal assisté d'un chargé de mission, pour dialoguer avec les habitants et les associations et pour s'efforcer de répondre aux suggestions que l'on peut raisonnablement satisfaire. Faudrait-il souligner ces différences pour aboutir à des clivages ? **Peut-on, au contraire, miser sur une dynamique, ceux qui inventent une nouvelle démocratie faisant école, mettant en cause, dans la pratique et dans les idées, les structures et les dominations des Etats ?** C'est sans doute tentant mais pas acquis d'avance. Il y a aussi des contre tendances et certaines menaces de notabilisation. Dans le même ordre d'approche faut-il prendre en compte les attentes des amis du maire de Porto Alegre et du gouverneur de l'Etat de Rio Grande do Sul qui, face à une coalition de toutes les droites, veulent montrer qu'ils bénéficient de l'estime et de l'appui de toutes les gauches ?

délégation des Alternatifs (30/1/02)

Retour sur la manifestation d'ouverture :

L'hostilité de la presse brésilienne au PT et au FSM a à peine été tempérée au moment où elle est contrainte de couvrir l'événement qui fait parler du Rio Grande do Sul - hier encore totalement inconnu - dans le monde entier. Si les journaux régionaux consacrent le 1er février de 3 à 9 pages suivant les éditions à l'information sur la journée d'ouverture, seul « *O sul* » s'avance à donner un nombre de manifestants, et encore, c'est en citant la police qui a évalué le nombre de manifestants à 40 000.

Des drapeaux de la CUT omniprésents, des cortèges d'universités en lutte, des cortèges de jeunes du PT très animés, une représentation très structurée des extrêmes gauches argentines : derrière le carré de tête dirigé par Olívio Dutra et Lula, la mobilisa-

tion brésilienne renforcée par les délégations d'Argentine a été très importante pour un pays où la manifestation de masse est absente de la culture militante.

Les organisateurs n'avaient pas prévu d'inviter les délégués des autres continents à se réunir à un endroit précis du défilé. Une grande partie de ceux-ci poursuivaient même d'autres activités pendant la manifestation. Dispersés tout au long du cortège, les délégués se signalaient parfois : banderoles des COBAS et de Sud, cortège de la Marche mondiale des femmes, bannière d'Alternatives Canada, calicots d'AT-TAC notamment.

Juchés sur les deux premiers camions sono, les délégués palestiniens portaient haut leur drapeau national, les porte-voix brésiliens faisant reprendre longuement et à de nombreuses reprises les slogans de solidarité.

« **Historique** » : ce mot d'une jeune traductrice venue manifester, sans doute pour la première fois, caractérisait sans doute mieux que la presse la portée locale et nationale de ce défilé d'ouverture.

Eugène Bégoc (4 février)

Séminaire « Budget participatif » des 1 et 2 février organisé par l'Etat de Rio Grande do Sul et par la ville de Porto Alegre :

Une des principales hypothèses de travail des Alternatifs depuis l'université d'été de Nîmes (1999) est qu'une rupture politique se joue autour du Budget participatif de Porto Alegre. Ce séminaire était un des moments du FSM où cette hypothèse pouvait être soumise à vérification.

Trois points en ressortent :

- Les exposés sur Porto Alegre et Rio Grande do Sul montrent une maturation des procédures et, surtout, que le **palier de participation populaire atteint rend d'ores et déjà le processus très difficilement réversible à l'échelle locale et régionale**. Dans le cas de figure où le PT perd l'exécutif de l'Etat en novembre 2002, il est déjà acquis que les luttes pour obliger la droite à

reconnaître les structures du budget participatif seront déterminées et massives.

- L'élargissement de cette confrontation politique avec la transposition du budget participatif à d'autres municipalités est-elle engagée ? Aucune réponse tranchée n'est possible à cette date. A l'issue d'une enquête auprès de 103 municipalités déclarant avoir engagé un budget participatif, le Forum des ONG brésiliennes pour la participation populaire apporte une appréciation très prudente : **de nombreux échecs, plusieurs expériences qui sous cette appellation habillent de simples procédures de consultations**, une série de villes pour lesquelles le processus est engagé et est à suivre dans ses développements et sa consolidation. Dans cette troisième catégorie : la ville de Récife.
- La perception de l'enjeu politique par les délégués étrangers, notamment européens et nord-américains, reste très nettement en deçà du nécessaire si on s'en tient à la composition de la salle et aux questions posées aux intervenants. Sur ce point là la conclusion est claire : il reste à faire un important travail d'explicitation politique et c'est une des responsabilités essentielles des Alternatifs dans l'année à venir, en tout cas avant la 3ème session du forum social mondial.

Eugène Bégoc

2001, 2002, comparaison à chaud

La première édition de Janvier 2001 s'était avérée particulièrement réussie. Des centaines d'associations, syndicats, ONG, militants politiques, venus de tous les horizons, avec des cultures, des parcours et des situations si différentes, avaient réussi en 5 jours à souligner leurs convergences dans la critique sociale, économique et environnementale du libéralisme. Le 2ème Forum social mondial avait donc la tâche ardue de transformer l'essai.

D'emblée, avec 3 fois plus de participants (environ 50 000) de tous les pays, avec 800 ateliers officiels, 16 plénières et des personnalités tout azimut, (sans parler de tout le FSM

off : manifs, campement des jeunes, actions ...) le pari semble réussit. Cette volonté de travailler en commun, cette capacité de dialogue, de Naomi Klein aux Sans-terres, de Noam Chomsky aux syndicalistes de la CUT, nous a donné cette sensation reconfortante que notre mondialisation se construisait, elle aussi. **Une mondialisation aux contours pas encore totalement dessinés, mais aux valeurs communes évidentes : justice sociale, paix, solidarité ...**

Cet enthousiasme ne va pas jusqu'à l'euphorie. A comparer au précédent forum, on voit poindre quelques nuages. En 2001, les participants semblaient vouloir faire durer le plaisir, retenir leurs coups pour mieux construire dans la durée. Prendre le temps de constater toutes les convergences, la dynamique de construction étant certaine. Ce deuxième forum hésite un peu entre AG dynamique et gentille université d'été.

Aux travaux très efficaces des rencontres syndicales s'oppose un forum des élus plus convenu, au foisonnement des ateliers des plénières plus cadrées et surtout, aux manifestations exubérantes de vermillons, magentas et pourpres, une tentative d'OPA - médiatiquement réussie - de la social-démocratie française. Le FSM est victime de son succès : les enjeux ont réveillé les appétits de personnes qu'on se surprend encore à avoir vu entre FARC colombien et trotskistes du PSTU brésilien.

Malgré ces réserves, il serait ridicule de boudier notre plaisir. En ayant vécu ces deux forums, nous revenons du 2ème avec beaucoup d'enthousiasme. Ce que nous ramenons une 2ème fois, c'est une certaine admiration pour le mode de travail du PT à Porto Alegre, fait d'expérimentations, de radicalité et surtout de réussites.

C'est ce constat enthousiasmant que, passé les barrières de la langue, les convergences existent, qu'il y a une dynamique, une démarche forte, totalement décomplexée face au FMI et autres OMC, qu'il y a un autre monde possible et que ce monde a beaucoup plus d'attraits.

*Rémy Querbouët
et Mathieu Colloghan (9 février)*

Appel des mouvements sociaux

Résistance au néolibéralisme : pour la paix et la justice sociale

1) Face à la détérioration croissante des conditions de vie des peuples, **nous, mouvements sociaux du monde, nous sommes réunis à plusieurs dizaines de milliers au second Forum social de Porto Alegre.** Nous sommes ici ensemble malgré les tentatives pour briser notre solidarité. Nous sommes revenus pour poursuivre nos luttes contre le néolibéralisme et la guerre, pour confirmer nos engagements de l'an passé et réaffirmer qu'un autre monde est possible.

2) Notre diversité est grande - femmes et hommes, jeunes et adultes, peuples indigènes, ruraux et urbains, travailleurs et chômeurs, sans abris, retraités, étudiants, immigrés, peuples de toutes croyances, couleurs et préférences sexuelles. **Cette diversité fait notre force. Elle est la base de notre unité.** Notre mouvement de solidarité est global, uni dans une même détermination contre la concentration de la richesse, l'extension de la pauvreté et des inégalités, contre la destruction de notre terre. Nous construisons des solutions alternatives, et nous les mettons en oeuvre de façon créative. Nos luttes et résistances sont le ciment d'une large alliance contre un système basé sur le sexisme, le racisme et la violence, un système qui privilégie systématiquement le capital et le patriarcat sur les besoins et les aspirations des peuples.

3) Ce système est dramatique. Chaque jour, des femmes, des enfants, des personnes âgées meurent de faim, ou faute d'accès aux soins médicaux. Des familles entières sont expulsées de leur foyer par faits de guerres, par des projets industriels pharaoniques, par le dessaisissement de leurs terres, et par des désastres environnementaux. Des sociétés entières souffrent du chômage, des attaques contre les services publics et des solidarités sociales. **C'est pourquoi au Nord comme au Sud, on voit se multiplier des luttes et des résistances pour la dignité et le respect.**

4) Les événements du 11 septembre ont introduit une rupture dramatique. Après les attaques terroristes que nous condamnons sans réserve, de même que nous condamnons toute attaque contre des civils partout dans le monde, le gouvernement des Etats-Unis et ses alliés ont déclenché une riposte militaire massive. Au nom de " la guerre contre le terrorisme ", des droits civiques et politiques sont remis en question partout dans le monde. La guerre contre l'Afghanistan, dans laquelle des méthodes terroristes sont utilisées, est en voie de s'étendre à d'autres fronts. **On assiste de ce fait au début d'une guerre globale permanente qui vise à renforcer la domination du gouvernement des Etats-Unis et de ses alliés.** Cette guerre révèle une autre face du néolibéralisme, brutale et inacceptable. L'Islam est « satanisé » tandis que le racisme et la xénophobie sont délibérément exacerbés. Les médias de masse prennent une part active dans cette campagne en divisant le monde entre " bien et mal ". **L'opposition à la guerre est constitutive de notre mouvement.**

5) La déstabilisation du Moyen-Orient s'en est trouvée accrue, fournissant un prétexte à une répression redoublée contre le peuple palestinien. **Nous considérons qu'il y a urgence à nous mobiliser en solidarité avec le peuple palestinien et son combat pour l'autodétermination** alors qu'il subit une occupation brutale par l'Etat d'Israël. Cette question est vitale pour la sécurité collective de tous les peuples de la région.

6) L'actualité inscrit nos combats dans l'urgence. En Argentine, la crise financière causée par la politique d'ajustement structurel du Fonds monétaire international, et une dette sans fin, ont précipité la crise sociale et politique. Spontanément, les classes moyennes et les travailleurs se sont mobilisés, subissant une répression meurtrière et provoquant la chute de gouvernements. " Cacerolazos ", " piquetes " et mobilisations populaires, se sont développés autour de demandes élémentaires, nourriture, emploi et logement. **Nous rejetons la criminalisation des mouvements sociaux en Argentine et con-**

damnons les attaques contre les droits démocratiques et la liberté. Nous condamnons également l'avidité et le chantage pratiqués par les multinationales, appuyés par les gouvernements des pays riches.

7) L'effondrement de la multinationale Enron illustre la banqueroute de l'économie casino et la corruption d'hommes d'affaires et de politiciens, qui ont délibérément sacrifié les salaires et les retraites des salariés. Dans les pays en voie de développement, cette multinationale menait des activités frauduleuses. Ces projets ont conduit à l'expulsion de populations entières de leur terre et à de fortes hausses du prix de l'eau et de l'électricité.

8) Le gouvernement des Etats-Unis, dans ses efforts pour protéger les intérêts des grandes entreprises, s'est refusé avec arrogance à respecter les accords de Kyoto sur le réchauffement de la planète, les traités antimissiles et antibalistiques, les conventions sur la biodiversité, la conférence de l'ONU contre le racisme et l'intolérance, les discussions sur les livraisons d'armes légères. Tout ceci prouve, une fois de plus, que l'unilatéralisme des Etats-Unis sape les tentatives pour trouver des solutions multilatérales aux problèmes globaux.

9) A Gênes, le G8 a échoué dans la fonction de gouvernement global qu'il s'était attribué. Confronté à une mobilisation et à une résistance massives, les gouvernements du G8 ont répondu par la violence et la répression, traitant comme des criminels ceux qui avaient osé protester. Cette politique d'intimidation a échoué.

10) Tout ceci se déroule dans un contexte de récession mondiale. Le modèle économique néolibéral détruit les droits et les moyens d'existence des peuples. Ne reculant devant rien pour protéger leurs marges de profits, les multinationales licencient, réduisent les salaires et ferment les entreprises. Les gouvernements gèrent cette crise économique en privatisant, en effectuant des coupes claires dans les budgets sociaux, et en

s'attaquant aux droits des travailleurs. Cette récession montre le caractère mensonger des promesses néolibérales de croissance et de prospérité.

11) Le mouvement global pour la justice sociale et la solidarité doit relever d'énormes défis : **notre combat pour la paix et la sécurité collective implique de s'attaquer à la pauvreté, aux discriminations, aux dominations et de s'engager dans la construction d'une société durable et alternative.** Les mouvements sociaux condamnent énergiquement la violence et le militarisme comme moyens de résolution des conflits. Ils condamnent la multiplication des conflits de faible intensité, les opérations militaires telles que le plan Colombie ou le plan Puebla-Panama, le commerce des armes et l'augmentation des dépenses militaires, le blocus économique contre les peuples, en particulier contre Cuba, mais aussi contre l'Irak et d'autres pays. Ils condamnent l'escalade répressive contre les syndicats, les mouvements sociaux et les militants.

Nous soutenons les luttes des syndicats et des salariés tant du secteur traditionnel que du secteur informel. Ces luttes sont essentielles pour défendre les conditions de travail et de vie, le droit de s'organiser, de se mettre en grève, de négocier des accords collectifs à différents niveaux, et d'obtenir l'égalité des salaires et des conditions de travail entre femmes et hommes. Nous rejetons l'esclavage, l'exploitation des enfants. Nous soutenons les luttes des syndicats et des travailleurs contre la précarisation, la stratégie de soustraction du travail et de licenciement.

Nous exigeons de nouveaux droits transnationaux pour les salariés des compagnies multinationales et de leurs filiales, en particulier dans le domaine de la syndicalisation et de la négociation collective. **Nous soutenons également les mouvements paysans, les mouvements populaires en lutte pour la préservation de leurs terres, de leurs forêts, de leur eau, pour des conditions de vie correctes.**

12) Les politiques néolibérales génèrent misère et insécurité. Elles ont considérablement augmenté l'exploitation sexuelle et les trafics de

femmes et d'enfants. Pauvreté et insécurité créent des millions de migrants qui se voient dénier leur dignité, leur liberté et leurs droits fondamentaux. **Nous exigeons le respect de la liberté de circulation, le droit à l'intégrité physique et un statut légal pour tous les migrants.** Nous défendons le droit des peuples indigènes et exigeons l'inclusion de l'article 169 de l'OIT dans les législations nationales, et son application.

13) La dette externe des pays du Sud a été remboursée plusieurs fois. Illégitime, injuste et frauduleuse, la dette fonctionne comme un instrument de domination, au seul service d'un système d'usure internationale. Les pays qui exigent le paiement de la dette sont ceux là mêmes qui exploitent les ressources naturelles et les savoirs traditionnels du Sud. **Nous demandons son annulation sans condition ainsi que la réparation pour les dettes historiques, sociales et écologiques.**

14) L'eau, la terre, les aliments, les bois, les semences, les cultures et les identités des peuples sont le patrimoine de l'humanité pour les générations actuelles et futures. Il est donc fondamental de préserver la biodiversité. Les peuples ont droit à une alimentation permanente et à une nourriture saine, libre de tout organisme génétiquement modifié. Car l'autosuffisance alimentaire locale, régionale et nationale est un droit élémentaire ; en ce sens, les réformes agraires démocratiques et l'accès des paysans à la terre sont fondamentaux.

15) Le sommet de Doha a confirmé le caractère illégitime de l'Organisation mondiale du commerce. Son " agenda de développement " défend uniquement les intérêts des multinationales. En lançant un nouveau cycle, l'OMC se rapproche de son objectif d'une marchandisation globale. Pour nous, la nourriture, les services publics, l'agriculture, la santé et l'éducation ne sont pas à vendre. Les licences ne doivent pas être utilisées contre les pays pauvres et leur population. **Nous rejetons donc le brevetage et le commerce du vivant.** L'OMC relaie ce programme global par des traités régionaux de libre échange et des accords sur les

investissements. En protestant et en se mobilisant massivement contre l'ALCA, les peuples expriment leur rejet de tels accords, assimilés à une nouvelle colonisation à la destruction de droits et de valeurs fondamentales, sociales, économiques, culturelles et environnementales.

16) Nous renforçons notre mouvement en menant des actions et des mobilisations communes pour la justice sociale, pour le respect des droits et des libertés, pour la qualité de la vie, l'égalité, la dignité et la paix.

Nous luttons :

- pour le droit des peuples à connaître et critiquer les décisions de leur propre gouvernement, particulièrement en ce qui concerne leur politique au sein des institutions internationales. Les gouvernements sont comptables devant leur peuple. Alors que nous luttons pour l'établissement d'une démocratie électorale et participative dans le monde, nous insistons sur la nécessité de démocratiser les Etats et les sociétés, de lutter contre les dictatures.
- pour l'abolition de la dette externe et les réparations.
- pour contrer les activités spéculatives : nous demandons la création de taxes spécifiques telles que la taxe Tobin et l'abolition des paradis fiscaux.
- le droit à l'information.
- les droits des femmes, contre la violence, la pauvreté et l'exploitation.
- pour la paix, nous affirmons le droit de tous les peuples à la médiation internationale avec la participation d'acteurs de la société civile indépendants. Contre la guerre et le militarisme, contre les bases et les interventions militaires étrangères, et l'escalade systématique de la violence, nous privilégions le dialogue, la négociation et la résolution non violente des conflits.
- pour le droit des jeunes à l'accès à une éducation publique gratuite, à l'autonomie sociale et pour l'abolition du caractère obligatoire du service militaire.
- pour l'autodétermination de tous les peuples, en particulier des peuples indigènes.

2e FORUM SOCIAL DE PORTO ALEGRE QUELQUES POINTS POUR INFORMATION ET DISCUSSION

1. IMPORTANCE DE LA DYNAMIQUE

Il paraît essentiel d'insister, en premier lieu, sur l'importance de la dynamique en cours. Avec environ 60 000 participants (15 000 délégués inscrits, dont 6 000 Brésiliens, 1 400 Argentins, 1 400 Italiens, 800 Français.), un éventail d'organisations allant des ONG entendues dans le sens traditionnel du terme (du type CCFD pour la France ou LDH, Oxfam), aux ONG de luttes (Global Exchange, Job and Justice, Jubilee Sud, Public Citizen, etc.) jusqu'aux groupes para-syndicaux (Coalicion pro Justicia en las Maquiladoras, Assemblée des pauvres de Thaïlande) et organisations syndicales bien établies, le forum réuni à Porto Alegre constitue quelque chose d'unique, sans doute désormais trop important d'un point de vue numérique pour que des avancées significatives en termes de programme puissent être réalisées. À cette énumération, il convient d'ajouter les 30.000 jeunes présents au campement de la jeunesse, souvent en provenance d'Amérique Latine (par la force des choses.), mais aussi d'Espagne et d'Italie où les mouvements de jeunes ont repris une vitalité certaine.

En raison même de ce succès, le comité d'organisation brésilien ainsi que le comité d'organisation international ont débattu de la possibilité de déplacer le forum l'année prochaine, voire de le réaliser uniquement tous les deux ans, ou encore de le remplacer par des forums continentaux. Comme il a été rendu public, l'option retenue consiste à organiser un troisième forum à Porto Alegre en 2003, un quatrième en Inde en 2004, avec une série de forums continentaux intermédiaires (Europe, Asie, Amérique Latine, Afrique (?)) dès le second semestre 2002. Pour l'Europe, la première initiative se tiendra à Florence (nov-déc 2002) et la deuxième à Paris-Saint-Denis (2003).

Quels sont les arguments qui ont pesé dans cette discussion ? Il est assez difficile de les établir de façon exhaustive. Du point de vue des forces qui sont à l'origine de l'initiative, il semblerait que l'aile la plus droite du PT militait pour le départ du Forum de Porto Alegre tandis que l'aile gauche entendait renouveler l'expérience, point d'appui pour sa politique dans le Rio Grande do Sul. D'un point de vue plus large, un accord s'est fait pour la tenue d'un forum mondial par an, dans la mesure où le forum n'est pas seulement une rencontre, il est aussi un des moments de la construction d'un mouvement d'ensemble contre la mondialisation. Il est par ailleurs impensable qu'un tel forum se tienne en Europe : la prédominance des Européens et des Latino-américains sur l'organisation est déjà fortement marquée et pour continuer à construire une solidarité internationale, il semble indispensable que la représentation des Asiatiques et des Africains s'accroisse.

2. PRESENCE SYNDICALE DANS LE FSM

Contrairement à ce qui s'était passé en 2000, le mouvement syndical est apparu en tant qu'acteur à part entière de la manifestation de Porto Alegre en organisant son propre séminaire international au sein du Forum social mondial. L'initiative était portée par le dit « groupe des Syndicats mondiaux » composé par la CISL, la CMT, les secrétariats professionnels internationaux, la CES et la Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE. Une déclaration explicitement rédigée à l'occasion du Forum social mondial de Porto Alegre et du Forum économique mondial de New York a été rendue publique, sans être soumise à discussion ni à amendements. Intitulée « **Mondialiser la justice sociale** », la déclaration présente une tonalité particulièrement modérée. La terminologie liée à l'idéologie dominante y est reprise sans aucune distance critique : le « *déficit démocratique* » est ainsi regretté, ainsi que l'absence de « *gouvernance démocratique* » et « *d'institutions démocratiques mondiales* » destinées à défendre simplement « *le bien commun* » et « *à refléter la volonté des gens* ». Par-delà une pâle critique de la toute puissance du capitalisme, l'objectif énoncé consiste bien à renforcer la réglementation de la mondialisation, à « *remplir le vide moral*

créé par les forces du marché ». En ce sens, le mouvement syndical est habilité à se rendre à Porto Alegre comme à New York « *pour transmettre un message unifié* ».

Cette mise en parallèle des deux forums et cette défense d'une action duale pour le syndicalisme - justifiée par l'idée qu'il n'y aurait pas un monde divisé « entre ceux qui sont en faveur de la mondialisation et ceux qui ne le sont pas » - a profondément irrité les forces syndicales les plus attachées à l'importance des luttes sociales. Un débat d'une heure environ a ainsi donné l'occasion à une série de confédérations et de fédérations nationales de faire entendre un autre point de vue, plus radical, avec une sur-représentation des organisations d'Amérique Latine. Pour la France, étaient présentes des délégations de la CGT, de la CFTD, de la CFTC, des SUD et de la FSU. Seuls la CGT et SUD-PTT se sont exprimés lors de ce débat général.

Toutefois, et à prendre en considération les organisations qui ont élaboré ce texte, sa modération ne saurait réellement surprendre : les internationales syndicales comme les régionales telle la CES allient, pour le dire vite, fonctionnement bureaucratique et intégration dans le système dominant. Certains représentants de syndicats critiques ont, de ce fait, préféré insister sur la signification de la présence syndicale et de cette déclaration dans le contexte du Forum social, les organisations les plus modérées ayant finalement été obligées de « faire le voyage », suite à l'échec explicite, notamment, de toute prise en compte de normes sociales par l'OMC. Dans la continuité de cette première réunion, un séminaire sur le « travail décent » a également été organisé, avec la présence du directeur général de l'OIT et un fort soutien de la CISL, de la CES ainsi que de la CMT. Cette orientation vise exclusivement à défendre l'élaboration de clauses sociales dans le libre-échange et entend s'appuyer sur les institutions existantes, c'est-à-dire l'OIT et l'ONU. Un tel discours, où la défense des droits de l'homme est reconnue comme supérieure aux valeurs du marché, peut largement être repris par le syndicalisme chrétien qui s'y trouve à son aise, avec un ton d'ailleurs parfois plus offensif que celui de la CISL. Il convient d'ajouter par ailleurs - et dans la mesure où cela pourrait être source de radicalisation malgré la dépendance financière qui les fait dépendre des orientations décidées

par les bureaucraties syndicales internationales - que la dénonciation la plus appuyée des pratiques des multinationales, des réalités du travail informel et des zones franches a émané des organisations syndicales du Sud, africaines, asiatiques ou latino-américaines.

En marge de ce séminaire, des syndicats ont également été présents dans divers débats consacrés aux multinationales ou à la prise en charge des « exclus ». Dans l'esprit du forum, des témoignages de luttes menées par des associations ou par des structures syndicales, à l'instar de la Fédération internationale des industries métallurgiques, ont été livrées sur le même plan. **La nécessaire articulation entre les niveaux de luttes (à l'extérieur des entreprises par les consommateurs, les associations de défense de l'environnement, etc - et à l'intérieur) et entre les types d'action (établir un « code de conduite » non négociable pour les multinationales, faire monter le niveau des luttes, exiger la création de sections syndicales pour le suivi des accords) constituait le noyau dur des interventions.** Dans ce type de débat, et à l'inverse de ce qui a pu se dire dans le séminaire « travail décent », le constat de l'impuissance de l'OIT et de l'ONU n'était en rien tabou, pas plus que le repli défensif d'un mouvement syndical laminé par deux décennies de néolibéralisme. L'accent était donc mis sur la nécessité des coopérations entre ONG et organisations syndicales, sur la rénovation du syndicalisme international et sur les moyens concrets pour mener des grèves internationales.

Dans le cadre du débat sur le rapport entre syndicalisme et « sans emploi », les organisations du Sud ont insisté sur la difficulté qu'elles rencontrent de plus en plus souvent et les contraint à fournir des moyens de subsistance aux cohortes de chômeurs (d'autant plus lorsque le licenciement vient sanctionner la grève). En Thaïlande comme en Argentine ou au Brésil, la question n'est donc pas simplement celle de la mise en mouvement des chômeurs mais parfois aussi celle du développement d'un secteur coopératif, du développement d'une économie dite « solidaire ». Toutefois, ce n'est pas forcément l'idée d'autogestion que l'on retrouve ici : les coopératives de crédit ou de production servant le plus souvent à l'insertion dans le marché ou au rem-

placement du patron de la PME sous-traitante, non à la socialisation du capital et à la réorganisation du travail.

3. SUR LA DISTANCE ENTRE LE MOUVEMENT SYNDICAL ET LE MOUVEMENT SOCIAL ANTI-MONDIALISATION

La deuxième série de débats qui vient d'être évoquée peut faire penser que le syndicalisme est bel et bien partie prenante du mouvement anti-mondialisation, ce qui paraît somme toute logique. Pour autant, les choses ne sont pas si simples. Le deuxième Forum social a débouché sur l'adoption d'un texte commun aux mouvements sociaux, élaboré en quatre langues « **Résistance contre le néolibéralisme, le militarisme et la guerre : pour la paix et la justice sociale** » (lire page 4 et 5). Le texte a été préparé par un petit groupe puis discuté lors de quatre séances plénières. **De tonalité nettement plus radicale que la déclaration syndicale, plus précis sur l'énoncé des effets du néolibéralisme et des causes nées des rapports sociaux capitalistes, plus offensif aussi, le texte est ouvert à signature et en ce sens, les organisations syndicales n'en sont pas exclues** (la CUT brésilienne jouant un rôle actif dans cette assemblée, ainsi que les divers représentants du syndicalisme paysan). Seule la qualification du 11 septembre et des changements introduits par la guerre contre l'Afghanistan auraient déclenché des tensions : certains mouvements sociaux du Sud estimant que pour le néolibéralisme sous hégémonie américaine le 11 septembre ne constitue pas une date marquante et encore moins une rupture, d'autres - problématique plus proche des débats européens - se refusant à qualifier de terroristes les attentats du World Trade Center.

Qui signera ? Il est possible que la majorité des forces syndicales issues du monde communiste et des forces syndicales qui allient autonomie et démocratie dans les luttes appuient le texte. Pour autant, la distance est grande et certains syndicalistes émettaient des réserves sur le caractère quelque peu « manifeste » du texte, sur un calendrier d'actions relevant plus de l'activisme que de l'action syndicale, voire sur l'adjectif

«terroriste » employé pour qualifier la démarche guerrière des Etats-Unis.

Au-delà de ce texte, une série de problèmes risque de maintenir en l'état la distance existant entre mouvement syndical et mouvement social anti-mondialisation. Ce dernier tend à idéaliser ces modes de fonctionnement qui relèveraient de la mise en réseau, du refus d'une direction organisationnelle, de l'égalité posée entre toutes les composantes dans leur diversité même. Toutefois, les décisions se prennent. Afin d'organiser le forum européen du second semestre 2001 en Italie, la mise en place d'un comité a été décidé. Bernard Cassen a fait valoir lors de cette réunion constitutive que les membres du comité international du FSM devenaient membres de droit du comité européen ; ce qui, on l'aura compris, concerne directement ATTAC et sans doute la FIDH. Mais qu'en sera-t-il des syndicats ? Il m'a été répondu à cette question que les syndicats européens demeureraient libres de participer, si bon leur semble, au comité. Autant dire qu'ils ne seront pas invités officiellement à en faire partie. Pour résumer, faut-il comprendre qu'un comité européen va donc se mettre en place, représentant des organisations diverses, d'ATTAC au Mouvement de Résistance globale (groupe de jeunes barcelonais) à la Marche mondiale des femmes, sans que la question de leur base sociale face à celle du DGB, des TUC, de la CGIL, etc., ou de certaines composantes de ces confédérations, ne soient posée ?

La dynamique liée au Forum social mondial ainsi que le lancement d'un forum social européen pourraient être, au contraire, l'occasion de relancer une gauche syndicale européenne, ouverte aux coopérations avec d'autres mouvements, soucieuse d'établir des solidarités concrètes entre salariés et chômeurs, entre salariés et usagers. **Le développement décisif du mouvement anti-mondialisation ne pourra pas se faire sans la participation de forces syndicales : or, pour que cette jonction ait lieu, jonction qui pourrait engendrer des apports réciproques en termes de transparence des modes de décision mais aussi de démocratisation des structures, il faut aussi qu'elle soit voulue.**

Sophie Bérout



Après l'Assemblée Générale des Verts à Nantes, déclaration de la fédération 44 des Alternatifs :

L'assemblée générale des Verts qui vient de s'achever à Nantes n'est guère de nature à réconcilier les citoyens avec la politique. En retenant, à un peu plus de 60%, le principe d'une « entente » avec le PS, les responsables du parti Vert ont surtout confirmé qu'ils étaient aujourd'hui bien plus préoccupés par le nombre de circonscriptions gagnables que par les revendications écologiques dont ils ont su, il est vrai, faire leur deuil depuis cinq ans qu'ils sont au gouvernement.

En effet, en affirmant leur parti « *ancré au cœur d'une gauche* » qui, en cinq années de gestion gouvernementale, a montré qu'elle ne l'est plus guère, les responsables des Verts ont semblé plus préoccupés par le nombre de sièges de députés qu'ils obtiendraient le 16 juin prochain que par la nécessité de rompre avec le productivisme (qu'ils revendiquent) et le capitalisme (qu'ils ne revendiquent même pas). Comment accepter que le premier parti écologiste n'impose même pas la moindre exigence comme condition sine qua non d'un éventuel accord mais qu'il en reste à des vœux pieux dont, par nature, les socialistes n'ont jamais été avares ? Rien sur la sortie programmée de la dépendance nucléaire, rien sur l'opposition à toute privatisation de service public, rien sur les retraites et la volonté des hiérarques gouvernementaux d'ouvrir la voie à la capitalisation. ...

A défaut de « *faire évoluer la gauche* », l'AG de Nantes a montré que la participation au gouvernement a vraiment fait évoluer les Verts. Les Alternatifs de Loire Atlantique ne s'en satisfont pas. C'est pour cela qu'ils mettront tout en œuvre pour que la voix de celles et ceux qui croient vraiment « *qu'un autre monde est possible* » se fasse entendre lors des élections législatives de juin prochain en Loire Atlantique.

Agenda :

Judi 28 février, conférence organisée par l'association *d'une Rive à l'Autre* à 20h30 à la Manufacture des Tabacs à Nantes sur le thème « de l'importance du droit pour les femmes victimes d'agressions sexuelles »

Vendredi 8 mars, journée internationale de lutte des femmes, à l'initiative du *Collectif Encore Elles*, spectacle sur « les événements qui ont marqué le siècle du point de vue des femmes », à partir de 20h, Maison de quartier de Bellevue, rue du Jamet à Nantes.

Mobilisation des instits :

conforter un manque chronique d'effectifs dans les services publics est inacceptable

En annonçant la création de 54 postes d'instituteurs, le ministère n'a répondu ni aux revendications des enseignants et des parents, ni aux besoins des écoles publiques de Loire-Atlantique.

Une fois de plus la volonté des responsables gouvernementaux semble davantage d'avoir été de tenter de désamorcer le conflit que de répondre aux exigences d'un service public de qualité.

Sauf considérer comme surenchère les revendications des instituteurs et de l'ensemble de leurs syndicats, les auto-félicitations des élus et responsables socialistes n'y changent, hélas, rien : le compte n'y est pas.

Les Alternatifs n'acceptent pas que les services publics et leurs salariés, instituteurs comme infirmières, continuent d'être soumis à un manque chronique d'effectifs.

C'est pour cela qu'ils appellent à participer nombreux aux rassemblements manifestations des instits à Nantes les 12 et 19 février prochain.



Pour recevoir régulièrement cette lettre et nous aider à la publier tout aussi régulièrement, nous avons besoin de votre aide :

**Un an : 10 numéros
+ les suppléments
= 10 €uros**

Adressez votre chèque libellé à l'ordre des Alternatifs à :
**Fédération 44 des Alternatifs
4 bis rue Cuvier 44100 Nantes**

Attention, ce numéro sera le dernier servi pour ceux qui n'ont pas retourné leur abonnement 2002

La lettre des Alternatifs est éditée par la Fédération 44 des Alternatifs 4 bis rue Cuvier 44100 Nantes
Tel/fax : 02 40 73 36 05 - courrier électronique : 44@alternatifs.org - directeur de publication : Bertrand Vrain
N°CPPAP : 0304P11314 - prix du numéro : 1 €. - abonnement annuel : 10 €uros - chèque à l'ordre des Alternatifs